

La répression du mouvement ouvrier en Iran

Cette maquette .pdf est destinée à l'impression en A4, elle diffère sensiblement de la maquette de l'édition papier.

1. La persécution des militants ouvriers en Iran

La République islamique, qui exécute un programme économique néolibéralisme, a entamé une attaque tout azimuts contre les travailleurs iraniens: diminution du salaire et retard de leur paiement, fermetures d'entreprises, suppression des subventions des produits alimentaires de base (pain, riz, sucre...), dégradation des conditions de travail, création de zones économiques spéciales où les ouvriers ne sont pas couverts par le code du travail, etc. Cette politique a provoqué les protestations des ouvriers (notamment dans la pétrochimie), des infirmières, des employés, des enseignants, etc.



Manifestation ouvrière en Iran

Le régime répond par une répression brutale : En Iran, des travailleurs sont régulièrement arrêtés pour s'être mis en grève, pour avoir fondé un syndicat. C'est ce qui est arrivé aux chauffeurs des bus de Téhéran : plus de 700 d'entre eux ont été arrêtés suite à une grève, aux travailleurs de la canne à sucre lorsqu'ils ont protesté pour leurs salaires impayés, ou aux enseignants qui se sont mis en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

Les manifestations du 1er mai sont également réprimées : Des centaines de personnes s'étaient rassemblées cette année devant le parlement à Téhéran pour défendre les revendications portées dans une pétition signée par 30.000 travailleurs réclamant entre autre la hausse du salaire minimum. Les forces

de répression du régime sont rapidement intervenues pour disperser ce rassemblement ouvrier, des arrestations ont eu lieu les jours suivants notamment chez les travailleurs de l'entreprise automobile Iran Khodro, située dans la banlieue de Téhéran.



1er mai 2012 à Sanandaj, sur les banderoles : « Travailleurs du monde entier, unissons-nous », « Libérez les travailleurs emprisonnés » et « Libérez les prisonniers politiques » .

Tous les moyens sont bons pour briser le mouvement ouvrier : licenciements, intimidations, arrestations et détentions arbitraires, coups, harcèlement permanent par des convocations au tribunal, fortes cautions, longues peines de prison.

La prison est particulièrement dure pour les prisonniers politiques : ils souffrent du manque de soin aux prisonniers (le 22 juin 2013, Afshin Oshanloo du syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran, emprisonné à Rejai Shahr, est mort d'une crise cardiaque), de l'enfermement avec des prisonniers sociaux mentalement instables et violents dressés contre eux par les gardiens, et jusqu'aux exécutions : en mai 2010, l'instituteur et syndicaliste enseignant Farzad Kamangar a été exécuté comme "ennemi de dieu" avec quatre autres prisonniers politiques, malgré une campagne de protestation de syndicats du monde entier. Il avait été torturé (fouetté et électrocuté) parce qu'il refusait de signer les aveux écrits par les forces de sécurité selon lesquels il était membre de la guérilla kurde du PJAK.

2. Quelques syndicalistes aujourd'hui emprisonnés

Reza Shahabi est un conducteur de bus et membre de la direction du Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa Banlieue – Vahèd. Il a été condamné par un tribunal de Téhéran à une peine d'un an de prison pour « propagande contre le gouvernement », assortie d'une peine supplémentaire de 5 ans de prison pour « action contre la sécurité nationale ». Il est aussi sous le coup d'une interdiction de 5 ans de toutes ses activités syndicales qui sera effective à sa sortie de prison et d'une amende de 70 millions de tomans que ni lui ni les camarades de son syndicat ne peuvent payer. Sa peine d'emprisonnement a été réduite à 4 ans en appel. Gravement malade, Reza Shahabi avait mené une grève de la faim en décembre 2012 pour protester contre ses conditions de détention et le refus des autorités pénitentiaires de lui accorder une sortie provisoire de prison en liberté conditionnelle pour qu'il puisse se faire soigner dans un hôpital public. Les autorités pénitentiaires d'Evin avaient finalement cédé à ses demandes légitimes, mais après quelques semaines, Reza a été réincarcéré, toujours à la prison d'Evin.



Reza Shahabi

Behnam As'ad Ibrahimzadeh est militant syndical, membre du Comité de Coordination pour Aider à la Formation d'Organisations Ouvrières. Il est aussi membre du Groupe de défense des enfants des rues. Il a été arrêté le 12 juin 2010 et condamné à 20 ans de prison en première instance dans un procès à huis clos, et à 10 ans d'emprisonnement en appel. Après une brève sortie en liberté conditionnelle provisoire pour assister son fils qui souffre d'un cancer du sang, Beharn a été réincarcéré à la prison d'Evin.



Behnam Ibrahimzadeh au chevet de son fils

Mohammad Jarahi est militant du Syndicat des Travailleurs de la Peinture et de la Décoration du Bâtiment de Téhéran et également membre du Comité de Suivi pour la Formation d'Organisations Ouvrières Libres, a été condamné à cinq ans de prison. Il souffre aujourd'hui atteint d'un cancer de la thyroïde. Il a subi une intervention chirurgicale le 16 février dernier. Malgré les efforts de sa famille pour qu'il soit correctement traité dans un hôpital public, Jarahi continue d'être emprisonné à Tabriz.



Mohammad Jarahi

Shahrokh Zamani, membre du Comité de Suivi pour la Formation d'Organisations Ouvrières Libres en Iran et du Syndicat des Peintres de Téhéran. Il a été arrêté le 5 juin 2011 et a été condamné à onze ans de prison au même procès anti-syndical à huis clos que Jarahi Mohammad. Il est actuellement détenu à la célèbre prison Rajaei-Shahr et risque 15 ans supplémentaires dans un nouveau procès.



Shahrokh Zamani

Bodaghi Rasoul est un militant syndical, membre de l'Association des enseignants. Il a été arrêté en septembre 2009 et condamné à six ans de prison pour « propagande contre le régime » et « rassemblement et collusion contre la sécurité nationale ». En janvier 2011, une cour d'appel a confirmé la condamnation de Rasoul et lui a interdit de prendre part à des activités de la société civile pendant cinq ans après sa libération.



Bodaghi Rasoul

3. Témoignage

Lettre de prison de Shahrokh Zamani

A toutes les organisations syndicales et de défense des droits

Ecoutez le son de ma plainte !

Je suis Shahrokh Zamani, membre du Syndicat des Peintres de Téhéran et du Comité de Suivi pour la Formation d'Organisations Ouvrières Libres en Iran. Je suis résident de Téhéran depuis trente ans. Le 5 juin 2011, alors que je me rendais dans la ville de Tabriz pour visiter mes parents, j'ai été arrêté en toute illégalité par des agents du Ministère des Renseignements, sans aucune charge contre moi, ni preuve ou mandats.

Après quarante jours de violentes tortures à la fois psychologiques et physiques, j'ai été emmené à la prison centrale de Tabriz. Pendant ces 40 jours de détention illégale, je me suis mis en grève de la faim afin de protester contre cette situation. J'ai perdu 27 kilos et je n'ai jamais signé d'aveux.

Bien qu'il n'y ait eu aucune preuve contre moi et que je n'ai jamais donné la moindre ligne d'aveux lors des interrogatoires, la première branche du Tribunal Révolutionnaire de Tabriz m'a de façon vicieuse accusé de « propagande contre le régime et de formation de groupes socialistes » accusation passible de 11 ans de prison ferme. Il est clair que lors du procès j'ai nié toutes les accusations depuis le début et montré la nature fausse et monté de toute pièce des accusations. J'ai demandé au président du tribunal les preuves contre moi, et la justification d'une telle longue peine, ce à quoi il a répondu « Qui croyez vous que je suis Monsieur ? Je ne suis rien de plus qu'un subordonné dans un système hiérarchique ».

La prison de Tabriz est une des plus célèbres prisons, connue pour ses gardiens violents et meurtriers. Les gardiens sont infâmes par leur inhumanité, et leurs méthodes meurtrières et illégales. Les prisonniers ne disposent pas de droits comme des permissions ou des libérations conditionnelles. Même l'emprunt de livres à la bibliothèque est complètement sous le contrôle des fonctionnaires de la prison qui placent les détenus sous une myriade des pires tortures physiques et psychologiques. Une des pires de ces tortures est le déchaînement de prisonniers violents (de droit commun) contre les prisonniers politiques. Comme il n'y a aucune loi, cela se passe quotidiennement et il n'y a pas un jour sans affrontement ou problème entre ces deux groupes de prisonniers.

Dans une pièce, longue de 20 mètres, il y a 21 lits, et il est fréquent d'y trouver plus de quarante prisonniers. Il y a toujours sept prisonniers de droit commun violents parmi nous pour nous intimider et nous espionner. Les prisonniers politiques sont placés en contact étroit avec les détenus atteints du sida et de l'hépatite, ce qui, avec les exactions des gardiens, est le plus stressant.

En 2011, ils m'ont transféré de ma cellule, qui par rapport à celle où ils m'ont envoyé été un paradis, à la section 12 du bureau des renseignements afin de me torturer. C'était une zone de quarantaine réservée aux criminels dangereux. Cela ne pouvait être supporté au plus que trois journées. Puis, avec Jomhour Azgoch du PKK, j'ai été emmené à la section 15, la section de la méthadone, dans une cellule avec 50 personnes malades du sida et de l'hépatite. Pour

protester, nous avons fait une grève de la faim pendant plusieurs jours. A l'automne 2012, bien que je n'aie pas commis la moindre infraction, les fonctionnaires ont falsifié des documents disant que je demandais mon transfert et j'ai été déplacé à Yazd.

Là, les conditions de détention étaient meilleures, mais j'ai été accusé de diffusé des informations sur les conditions de détention à l'extérieur de la prison, et j'ai été ramené à Tabriz, à la section de soin 8. Là, nous, prisonniers politiques, avons écrits 14 articles mettant en lumière l'absence de droits dans la prison comme les permissions, les libérations conditionnelles, l'accès à du matériel sportif, à des classes techniques ou professionnelles, etc. Aussi, les fonctionnaires de la prison ont forcé les prisonniers de droit commun à porter plainte contre moi et d'autres. Ils ont dit que nous avons insulté le leader [de la République Islamique, NdT], injurié les prisonniers de droit commun et encouragé les autres syndicalistes ouvriers emprisonnés à se mettre en grève. Cette plainte a été instruite et par conséquent j'ai été transféré à la prison Rajaei-Shahr à côté de Karaj.

Shahrokh Zamani
Prisonnier à Rajai Shahr,
Iran 20 octobre 2012

4. Bref historique du mouvement ouvrier en Iran

Formation des luttes et premiers syndicats ouvriers

Les premiers embryons du mouvement indépendant de la classe ouvrière d'Iran se formèrent au début du vingtième siècle. Les ouvriers des imprimeries fondèrent le premier syndicat en 1905. A cette époque-là, les journées de travail étaient très longues et les salaires très bas. Le salaire de 14 heures de travail par jour satisfaisait à peine les besoins journaliers des ouvriers. Les femmes ouvrières recevaient 2/3 du salaire des hommes et les enfants la moitié de celui des femmes à travail égal. Les ouvriers demandaient l'augmentation des salaires et la baisse du temps du travail au cours de leurs premières luttes. Les ouvriers imprimeurs organisèrent leur première grève la même année et obtinrent 10 heures de travail par jour au lieu de 14. En cette même année, les ouvriers des industries de la pêche participèrent à une grève pour l'augmentation des salaires. Un an plus tard les ouvriers des wagons de Téhéran appelèrent à une grève contre le licenciement des ouvriers et pour l'augmentation des salaires. Leur grève fut victorieuse.

Développement du mouvement syndical

Les activités syndicales se réduisirent après l'échec de la Révolution Constitutionnelle d'Iran (1905-1911). Mais la Grande Révolution d'Octobre 1917 en Russie eut beaucoup d'influence en Iran. En 1928 les ouvriers imprimeurs se remirent en grève et obtinrent toutes leurs revendications : 8 heures de travail par jour, l'augmentation des salaires et le droit à la convention collective. A ce moment-là une dizaine de syndicats de diverses branches d'activités furent créés. En 1920 les différents syndicats de la ville de Téhéran se rassemblèrent en un "Conseil Central des Syndicats", lequel fut joint par d'autres syndicats des autres villes. Le C.C.S. adhéra à l'internationale des syndicats ouvriers (PROFINTERN).

Le 1er Mai fut fêté par des manifestations de rue pour la première fois en 1922. A cette époque-là environ 100.000 ouvriers travaillaient dans les industries pétrolières et d'extraction, de textile, de soie, de fabrication de tapis, de cuir, de pêche, d'imprimerie etc. 30.000 de ces ouvriers s'étaient syndiqués dans 20 centrales ouvrières. Mais une grande partie du prolétariat du pays, celle du pétrole, ne pouvaient pas se syndiquer, car la compagnie anglaise qui avait la concession de l'exploitation du pétrole iranien au Sud du pays, imposait ses politiques répressives aux ouvriers de cette branche industrielle très importante. Durant ces années-là les ouvriers firent grève plusieurs fois pour les revendications économiques et gagnèrent souvent. Mais au fur et à mesure les revendications politiques furent aussi exigées, parmi lesquelles celles des ouvriers du livre qui demandèrent la levée de l'interdiction de la publication de certains journaux et magazines et qui firent reculer le gouvernement de l'époque.

Dissolution des syndicats

Le début du règne de la dynastie monarchique des Pahlavi marqua la fin des libertés politiques et la pression sur les syndicats commença. Le C.C.S. fut déclaré illégal en 1925 et les ouvriers délégués furent arrêtés. Les syndicats ouvriers continuaient cependant leurs activités clandestinement et même en 1928 le syndicat des ouvriers des industries pétrolières fut créé au cours d'une conférence dans laquelle les statuts et règlements intérieurs furent votés par les ouvriers. La formation de ce syndicat était d'une importance primordiale pour la prise de conscience et l'organisation des ouvriers, car à ce moment-là presque la moitié des ouvriers industriels d'Iran travaillaient dans cette branche économique.

Le syndicat des ouvriers du pétrole prépara, dès sa constitution, une grève

pour l'amélioration des conditions ouvrières et contre le renouvellement du contrat injuste avec l'Angleterre. La grève devait commencer le 1er Mai 1929, mais quelques jours auparavant certains dirigeants et membres du syndicat furent arrêtés. Le régime et la compagnie pétrolière commirent des actes répressifs afin d'empêcher cette grève. Les répressions et les arrestations n'influencèrent guère la détermination des ouvriers et la grève débuta le 3 mai. Les ouvriers exigèrent les points suivants : augmentation des salaires de 15%, légalité des syndicats, officialisation du 1er Mai, 7 heures de travail par jour pour les jeunes de moins de 18 ans, baisse des heures de travail pendant l'été à 7 heures par jour, un mois de congé payé annuel, abolition des licenciements arbitraires, participation des délégués ouvriers pour les recrutements et licenciements, assurance des accidents du travail et de vieillesse etc. Les forces de répression du régime et de la compagnie pétrolière anglaise arrêtèrent 300 ouvriers, licencièrent certains autres et ainsi étouffèrent la grève.

Reformation des syndicats et des luttes ouvrières

De cette époque-là jusque septembre 1941, date à laquelle les forces des Alliés entrèrent en Iran et Réza Chah Pahlavi fut renversé, les syndicats ouvriers n'existaient pratiquement pas. Réza Chah pratiquait des politiques de répression. Il faisait arrêter les militants ouvriers et syndicaux, les assassinait sous des tortures barbares et ainsi étouffait la moindre protestation ouvrière. Malgré les répressions de cette période les ouvriers faisaient grève de temps à autre, mais le mouvement ouvrier n'était pas vraiment actif et les ouvriers étaient dans une situation absolument injuste et exploités d'une manière effroyable. La chute de Réza Chah entraîna une reprise des activités licites et la réapparition relative des libertés politiques. Les syndicats ouvriers se reformèrent. A cette époque-ci le nombre d'ouvriers industriels d'Iran avait accru considérablement et atteignait 650.000 ouvriers. Un an après la chute de Réza Chah deux centrales ouvrières étaient formées, le "Conseil des Syndicats Ouvriers" et "l'Union des Ouvriers et des Paysans". En 1944 de différentes centrales se sont fusionnées pour fonder le "Conseil Central Unifié des Syndicats des Ouvriers et des Travailleurs". Ce Conseil comptait deux ans plus tard plus de 200.000 membres. Ce fut alors une des périodes d'importantes luttes ouvrières. De nombreuses grèves eurent lieu. Les plus importantes de ces grèves furent celle de 9 usines de textile d'Ispahan en 1942 qui fit baisser le temps du travail de 10 à 8 heures par jour. Trois mois plus tard les ouvriers de ces usines fondèrent le "Syndicat des Ouvriers d'Ispahan". Ce syndicat se joignit plus tard au Conseil Central Unifié avec ses 15.000 adhérents. En 1946 plusieurs grèves s'effectuèrent dans l'industrie pétrolière

parmi lesquelles celle du 14 juillet 1946 qui fut réprimée par les forces gouvernementales.

L'évolution du mouvement ouvrier et syndical d'Iran à ce moment-là entraîna son adhésion à la Fédération Mondiale des Syndicats Ouvriers (W.F.T.U.). La croissance du mouvement syndical en Iran inquiéta beaucoup l'État et malgré les répressions, ce dernier décida de mettre en place ses propres syndicats. Sous le gouvernement du Premier ministre Ghavam, "l'Union des Syndicats Ouvriers d'Iran" (E.S.K.I.) fut alors organisée qui n'a pas eu beaucoup d'influence sur les ouvriers. Un autre syndicat fut fondé de la même manière qui n'a pas joué de rôle important non plus. L'objectif de ce genre de syndicats gouvernementaux était bien sûr de contrecarrer le mouvement indépendant de la classe ouvrière et de ses organisations. En 1946 le gouvernement de Ghavam fit voter le premier code du travail en Iran et cela à cause des luttes ouvrières. Dans la deuxième moitié des années 1940 les syndicats étaient de plus en plus sous pression et ont choisi davantage les formes semi-clandestines d'activités. L'un des plus grands événements de ces années-là fut la grande grève des ouvriers de l'industrie pétrolière en mars 1951 qui toucha pratiquement les 30.000 ouvriers de la raffinerie.

Répression du régime du Chah

Le coup d'Etat du 19 août 1953 de la C.I.A. américaine contre le gouvernement de Mossadegh mit pratiquement fin aux activités indépendantes des syndicats ouvriers. Les syndicats d'Etat dirigés quelques années plus tard par la SAVAK (police politique du Chah), ne défendaient évidemment pas les intérêts des ouvriers. A ce moment-là les peuples d'Iran ont été complètement privés des libertés et des droits démocratiques. Les organisations syndicales ouvrières ont été déclarées illégales et les ouvriers étaient sauvagement exploités. Le régime du Chah réprimait toute protestation ouvrière. Les militants ouvriers étaient emprisonnés et quelquefois les mitraillettes répondaient aux ouvriers comme la fusillade des ouvriers de l'usine de textile de Djahan-e-Tchit au cours de laquelle 4 ouvriers furent tués et plusieurs autres blessés. (...) Après ce coup d'État et jusqu'au renversement du régime du Chah en 1979, les ouvriers n'ont jamais baissé les bras et ont lutté pour leurs justes revendications sous la dictature. Durant les années 1957-58 plusieurs grèves se sont produites dans les industries du pétrole et du textile des villes de Chahi et d'Ispahan au cours desquelles des augmentations de salaires étaient demandées. Au début de l'année 1971 quelques grèves furent déclenchées dans des usines de textile. Dans la deuxième moitié des années 1970 les protestations ouvrières prirent des allures considérables. Les ouvriers contestaient l'inexistence des droits, la dictature et l'exploitation sauvage. Le rôle principal des ouvriers dans la Révolution de 1979 qui renversa le régime

du Chah n'est pas négligeable. En septembre 1978 les ouvriers pétroliers de la raffinerie de Téhéran se sont mis en grève. Tout de suite les ouvriers des raffineries des villes d'Abadan, de Chiraz, de Tabriz et d'Ispahan se sont joints à eux. La grève générale des ouvriers de l'industrie pétrolière assomma le régime du Chah alors qu'il se trouvait dans une crise profonde à cause du mouvement protestataire populaire grandissant. La grève des ouvriers du pétrole entraîna celle des autres branches comme le textile, la métallurgie, des mines de charbon et de cuivre etc. A ce stade-là dans les usines et les établissements de services les comités de grèves se sont formés et les coordinations des grèves s'effectuaient contre le régime monarchique. La grève générale et nationale de tous les ouvriers assomma le régime et l'insurrection armée des 21 et 22 février 1979 renversa le régime dictatorial du Chah.

De cette situation révolutionnaire et du cœur des comités de grèves sont nés les conseils ouvriers. Les ouvriers organisèrent alors ces conseils dans les plus grandes unités de productions. Ces conseils instaurent le contrôle ouvrier dans les établissements où les patrons s'étaient enfuis. Ainsi les ouvriers continuaient à lutter pour leurs revendications. Le niveau des connaissances politiques des ouvriers augmentait considérablement à ce moment-là.

Dissolution des conseils ouvriers par la République islamique

Cette période des libertés relatives et des conseils ouvriers n'a pas duré longtemps. Deux ans après le renversement du Chah, la République islamique priva les gens de toutes les libertés et de tous les droits démocratiques par une campagne éhontée de répressions. Elle recommença alors la répression et l'exploitation sauvage des ouvriers. Depuis 1981 à nos jours des centaines d'ouvriers et de militants du mouvement ouvrier ont été exécutés par le régime islamique. Des centaines d'autres ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Beaucoup ont été licenciés et certains autres sont recherchés. Certains se sont réfugiés dans de différents pays. Les ouvriers d'Iran sont frustrés de toute organisation indépendante. Les conseils et associations islamiques que l'on trouve dans les établissements et usines ne défendent non seulement pas les intérêts des ouvriers mais en plus sont des organes d'espionnage du régime contre les ouvriers. Malgré toutes les pressions du régime islamique, ces dernières années, les ouvriers luttent sous diverses manières et obtiennent de temps en temps quelques victoires. Il est évident que rien ne pourra arrêter le mouvement ouvrier bien qu'il soit sous les pressions les plus sauvages. Mais il ne faut pas oublier que les pressions économiques et politiques qui pèsent sur la classe ouvrière d'Iran entraîna l'inexistence de toute organisation indépendante ouvrière qui cause à son tour

l'affreuse exploitation et la répression moyenâgeuse. La classe ouvrière d'Iran continuera sa lutte. Elle demande à ses camarades ouvriers du monde entier de l'y aider et leur demande de faire pression sur le régime de la République islamique en dénonçant ses crimes dans le monde entier au sein des organisations internationales ouvrières.

[historique emprunté au site de l'Organisation des Fedayin]

5. Pour en savoir plus

Pour l'actualité des luttes ouvrières en Iran (deux sites trotskisans) :

<http://iranenlutte.wordpress.com>

<http://www.iran-echo.com>

Et deux sites en anglais sur les droits de l'homme en Iran :

<https://hra-news.org/en>

<http://www.iranhumanrights.orgarco>